

UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

Le bras de fer avec la Douh continue

Trois mois de discussions n'ont pas suffi à dénouer la crise entre la coordination locale des étudiants et la direction des œuvres universitaires de Hasnaoua (Douh).

De la grève à l'occupation des locaux, de celle-ci à une très grande marche vers le siège de la wilaya il y a un mois environ, le conflit s'envenime d'une étape à l'autre pour atteindre ce mardi 8 janvier 2008 une certaine forme de violence avec le saccage du mobilier de bureau dont une partie a été brûlée sur la voie publique coupée à la circulation durant deux heures par un grand nombre d'étudiants réclamant, en tête d'une série de revendications socio-pédagogiques, le départ de la directrice des œuvres universitaires.

L'absence de dénouement de cette crise est expliquée par la CLE comme une volonté — de pourrissement avec le risque, non écarté, d'une grève illimitée — dès le début de la semaine.

Les problèmes d'hébergement, de restauration, de transport, pour être plus récurrents depuis la naissance d'un peu chaotique de l'université ne sont pas exclusifs des mouvements cycliques de protestation de la communauté universitaire. Travailleurs, enseignants et étudiants ont mené, notamment durant les décennies 1980 et 1990

de très dures et mémorables batailles revendicatives pour l'amélioration de leurs conditions de vie, de travail et d'étude. Si les étudiants ont accumulé un grand nombre de grèves, d'occupations de locaux avec prise en otage des responsables, de marches massives à travers les rues de la ville bravant les interdits et la répression particulièrement du temps du parti unique, les travailleurs ont également été souvent partie prenante des mouvements revendicatifs organisés dans le cadre de l'UGTA et malgré elle ou tout à fait en dehors par des comités autonomes spontanés émanant des protestataires. Mais la plus longue et plus importante action revendicative fut celle du corps enseignant, pourtant difficile à mobiliser et mettre en mouvement, qui a duré pas moins de 3 mois contraignant l'autorité de tutelle à dialoguer avec le Cnes qu'elle s'entêtait à ne pas vouloir reconnaître et dont elle a fini par admettre les revendications essentielles.

Aujourd'hui encore, la croissance rapide des effectifs jointe à l'insuffisance des infrastructures, de

l'encadrement, de l'équipement technique et scientifique, de dialogue entre les responsables et les représentants des différentes catégories de la communauté universitaire font que la situation de l'université, surtout vue de l'intérieur, est considérée alarmante en particulier par les structures estudiantines. Celles-ci ne cessent de dénoncer le «calvaire» vécu par les étudiants au sein des campus et des cités surchargés, «le retard exagéré dans la réalisation des nouveaux projets», «la qualité médiocre de la formation», «le manque de matériel pédagogique et d'encadrement», «le taux d'échec élevé dans les filières LMD». A côté de ces problèmes pédagogiques dont l'énumération est loin d'être exhaustive, les mêmes structures se plaignent de l'insuffisance et de la mauvaise organisation du transport, de la dégradation de la restauration, de l'exclusion de certaines d'étudiants de leurs chambres au moment où d'autres ne sont pas hébergés à ce jour, du caractère insignifiant de la bourse.

Dans ce volet social, leur cible privilégiée se trouve être M^{me} Larfi qui, non seulement, selon la CLE, tourne le dos à la communauté

estudiantine, mais tente en plus de détruire les comités autonomes, d'intimider les syndicalistes par des atteintes à leur intégrité physique et morale, ajoute-t-on, dans le but d'étouffer toutes les voix qui s'élèvent contre le marasme et demandent son départ. La direction de son côté fait valoir tous ses efforts en matière d'hébergement qui a atteint le taux le plus élevé du pays, de transport invoquant l'importante flotte mobilisée à cet effet et les critères objectifs d'éloignement qui sont appliqués, le nombre de restaurants et le volume quotidien des repas servis. Le conflit est engendré, d'après la même source, par les mesures d'assainissement prises dans ces différents chapitres qui dérangeraient certains milieux internes et externes.

Dans la périphérie de l'administration, on désigne avec précision, mais sans aucun élément de preuves, des manipulateurs politiques et mercantiles derrière ce mouvement visant en premier lieu la directrice de la Douh. Un argument qui ne tient pas la route, affirment les étudiants mettant l'accent sur l'immense mobilisation qu'ils ont réalisée lors de la dernière et imposante marche.

B. T.

LARBAA-NATH-IRATHEN

La zone industrielle d'Aboudid, un atout pour endiguer le chômage

Le hangar de l'ex-Souk-el-fellah, faisant fonction de grande surface pour la vente de tous les produits, initié dans les années 1980, situé à l'entrée d'Aboudid est actuellement transformé en parking et en un entrepôt pour différents matériaux.

A ce propos, un citoyen nous dira : «C'est un entrepreneur qui a la mainmise sur ces lieux.» Et d'ajouter : «Ce hangar des ex-Souk-el-fellah et ceux de l'Eniem, de la Sonaric et de la Sovaric au lieu de rester à l'abandon pourront peut-être abriter des unités de production économiques pour lutter contre le chômage et créer de l'emploi pour les jeunes.»

Une proposition géniale qui, nous espérons, sera entendue par le P/APC de la commune de Larbaa-Nath-Irathen et qui sera inscrite au programme de développement 2008/2012.

Hamid Meradji

Les transporteurs crient au surnombre

Les transporteurs de la ligne n° 31, Larbaa-Nath-Irathen-Tizi-Ouzou, notamment les taxieurs qui assurent le transport sur le tronçon routier Larbaa-Nath-Irathen - Irjjen, crient au surnombre. A ce titre, ils ont engagé une pétition dans laquelle ils demandent à la direction des transports de la wilaya de Tizi-Ouzou d'arrêter de délivrer des permis d'activité sur cette ligne.

A ce propos, un taxieur nous dira : « Nous sommes déjà très nombreux à travailler sur cette ligne sans compter les fraudeurs. » Avant d'évoquer un adage kabyle : « Il y a plus de chasseurs que d'oiseaux. »

Il est à signaler qu'une délégation de 4 personnes est déjà constituée pour transmettre cette pétition à la direction des transports de la wilaya de Tizi-Ouzou.

H. M.

TIGZIRT-SUR-MER

L'huile d'olive 33% plus chère

En raison de la faiblesse avérée de la récolte de l'année en cours, l'huile d'olive n'est plus abondante dans certaines huileries et, dans le cas où elle n'est pas sous tension, elle affiche un prix variant d'une unité de trituration à l'autre, de 350 à 400 DA le litre. Force est d'admettre que comparativement à l'année dernière, dont le prix de vente était de 300 DA le litre, la même quantité affiche donc une augmentation plafonnée à 33%. Pour nous rendre compte de la situation, nous avons pris contact avec deux huileries qui approvisionnent, entre autres, les citoyens de Tizirt. La première dans les environs de Makouda, elle cédait le fameux liquide oléagineux à 350 DA le litre mais «toutes les réserves ont été épuisées et le stock ne sera certainement pas reconstitué en raison de la faible récolte». Dans la deuxième, dans la région de Dellys, le prix de «l'éllixir» est fixé à 400 DA et de plus «il n'est pas toujours disponible». Franchement, avec toutes les envolées mercuriales enregistrées durant les derniers mois, de quoi vaut encore se priver les pauvres ménages pour joindre les deux bouts ?

Mohamed Ghernaout

APC DES OUADHIAS

S'achemine-t-on vers un blocage ?

Tout porte à croire que l'Assemblée populaire communale des Ouadhias (35 km de Tizi-Ouzou), issue du scrutin du 29 novembre dernier, s'achemine tout droit vers une situation de blocage si les choses restent en l'état actuel.

En effet, l'installation de l'exécutif communal proposé aux élus par le P/APC, M. Hallou Mohand Oubelkacem, issus de la liste FLN qui a obtenu la majorité des voix (FLN 3 sièges, FFS 3, indépendants 2, RCD 1) lors de la première réunion de l'assemblée en date du 22 décembre 2007, à savoir l'octroi de la première vice-présidence aux indépendants tout en gardant la 2^e pour le FLN, a buté

sur un refus catégorique de la part de l'opposition toutes tendances confondues (6 élus sur les 9).

Si les 2 élus indépendants voulaient prendre les 2 vice-présidences, le FFS, quant à lui, a proposé au premier magistrat de la commune l'attribution de la 1^{re} vice-présidence au FFS et la 2^e aux indépendants. Ces propositions n'ont pas eu l'aval du P/APC, selon une source proche de l'op-

position, ce qui met alors l'APC dans une impasse faute de compromis au sein de l'assemblée. Cette situation n'a pas laissé le FFS indifférent.

Ce dernier vient de monter au créneau (même tardivement) en rendant publique une déclaration datée du 7 janvier 2008 dans laquelle il écrit : «Par souci de transparence, nous réaffirmons à la population que le FFS n'est et ne sera jamais un élément de blocage» tout en demandant «d'être vigilants pour barrer la route aux prédateurs et aux opportunistes de tous bords».

M. S. Bel

AGHRIBS

Restructuration du C-RA

Le Croissant-Rouge algérien de la commune des Aghrifs s'est doté d'un nouvel exécutif fraîchement élu le 28 décembre dernier dans une des salles de la polyclinique communale.

Une opération qui répond au besoin d'une restructuration édictée par la hiérarchie en vue de la prochaine élection du comité de wilaya de Tizi Ouzou, prévu pour le début de cette année. Les adhérents ont pu au bout d'un vote transparent renouveler leur confiance à Khelloufi Hocine, désigné désormais président pour un nouveau mandat. Le scrutin a été supervisé par Ait Hammadache, président

du comité de wilaya, qui a veillé au grain sur l'application des statuts du C-RA. Les votants on pu, par ailleurs, désigner les quatre autres membres de l'exécutif qui l'accompagneront le long de l'exercice à venir.

A vrai dire, le premier à avoir totalisé le plus grand nombre de voix étant Ait Lounis, nommé à la trésorerie, mais ce dernier s'est, en fin de compte, dessaisi de la mission de président pour la confier à Khelloufi qui s'est classé, à juste titre, deuxième parmi les 5 candidats élus.

Un geste qui dénote d'une homogénéité du groupe si nécessaire pour mener à bien ce

travail basé exclusivement sur le bénévolat. Les adhérents étaient tous unanimes à reconnaître l'urgence du renouvellement de cette structure qui se placera désormais comme interlocuteur privilégié envers les institutions étatiques et les opérateurs économiques habitués à les seconder dans différentes tâches, d'une part, et continuer le travail entrepris plus de deux années déjà qui a permis le recensement des nécessiteux de la localité et éventuellement les aider le long de l'année et pas seulement à des dates précises, d'autre part.

F. B.

L'ASSAINISSEMENT À TIMIZART

Insuffisance et défaillance du réseau existant

L'assainissement est un des problèmes récurrents de la commune de Timizart. Ce n'est donc pas fortuitement que ce chapitre est priorisé à la tête des urgences par l'actuel exécutif communal.

Il est au même titre que la rénovation des 16 écoles inscrites à l'ordre du jour pour une sécurisation des scolarisés ou encore les 25 routes à revêtir en bitume pour espérer un avancement dans le désencalçage des villages de la commune qui en a grandement

besoin. L'assainissement est une exigence de l'heure du fait qu'au-delà d'une absence avérée d'un réseau recouvrant les 30 villages que compte la commune, celui déjà existant est dans un état de délabrement avancé.

Les constats établis font état de

24 rejets en plein air, un fait qui accentue davantage la difficulté d'envisager un recouvrement d'une grande partie de la localité avant la réfection de ces derniers, car cela étant du domaine de la santé publique que de procéder à leur normalisation.

Cela étant, ce travail se fera irrémédiablement de pair avec les inscriptions en PCD des autres études réalisées jusque-là pour les villages restants et qui sont en ins-

tance d'une éventuelle programmation pour leur exécution.

Cet imbroglio, à qui on pourra ajouter le cas de la couverture médicale déficiente et de la situation peu reluisante de son sous-secteur sanitaire, reflète un tant soit peu le frère acquis de la municipalité en matière d'équipements publics et aussi le travail qui reste à faire pour l'équipe de l'actuel P/APC.

F. B.